

CORRIGES SUJETS-TYPES CONNAISSANCES GENERALES

Le traitement des sujets consiste à une rédaction sous forme de dissertation qui exige une introduction, un développement et une conclusion.

C'est dans l'introduction qu'on fait l'encadrement à partir de la contextualisation du sujet, en fixant la définition et la situation dans le temps et dans l'espace suivi par la présentation de la problématique et l'annonce du plan.

Le plan choisi cette fois ci, est un plan logique qui s'articule sous forme d'un système de cause à effet. On commence par l'état des lieux, l'analyse des faits et présentation d'une suggestion ou une solution.

SUJET 1 : (Mr Landirojo) :

LA DEPRECIATION MONETAIRE DANS UN SYSTEME MACROECONOMIQUE : LE CAS DE « L'ARIARY » A MADAGASCAR.

INTRODUCTION :

Durant les dernières années d'exercices économiques, le contexte mondial est caractérisé par l'alternance entre récession économique et croissance modeste. Dans cette situation, la monnaie Malagasy qui est « l'ARIARY », n'a cessé de se déprécier depuis quelques mois. Pour la plupart des pays soumis par ce cas similaire à celui de Madagascar, ces facteurs explicatifs pourraient être à l'origine de la complexité issue de ce contexte mondial et celui de l'intérieur.

Problématique : L'enjeu qui nous intéresse dans notre analyse des faits se trouve autour de l'interaction. Afin de pouvoir répondre aux questions autour desquelles se résume sur le fait, voici donc la problématique : « Comment se présente la situation de notre monnaie et comment la maîtriser pour que celle-ci en soit profitable pour notre économie ? ».

PLAN D'ANALYSE :

1. Observation des faits et conséquences de ce système dans notre système macroéconomique.
2. Les causes ou facteurs explicatifs de ce système.
3. Les mesures d'intervention possibles pour bénéficier d'une croissance positive afin de disposer une monnaie compétitive.

Afin d'analyser cette situation, nous allons développer respectivement l'observation des faits et ses conséquences dans notre système macroéconomique, puis déterminer les causes ou facteurs explicatifs de ce système, afin de proposer des suggestions au bénéfice d'une croissance positive au service d'une monnaie compétitive. Observer le mécanisme et ses conséquences dans le système macroéconomique.

ETATS DES LIEUX DE LA MONNAIE « ARIARY »:

Selon des sources de la Banque Mondiale, lors de sa publication en octobre 2024, la valeur de la monnaie malagasy qui est « l'ARIARY », par rapport à l'EURO est de 5000 Ar et équivaut à 4200 Ar pour le Dollar Américain si on choisi le mode de calcul moyen entre janvier 2024 à septembre 2024. Quelles en sont les conséquences possibles ?

1- En premier lieu, la réduction de sa valeur a été observé en évidence. Lorsqu'on procède à la comparaison par rapport aux autres devises, elle est loin d'être compétitive. En conséquence, malgré la stabilité des tarifs initiaux et les prix de revient des produits importés auprès des pays fournisseurs, la vérité de prix auprès des marchés à Madagascar est devenue de plus en plus considérables. Si on prend comme exemple le cas du pétrole, auquel le prix du baril brut en 2024 remonte en moyenne jusqu'à 74 dollars. Puisque c'est stratégique, ceci risque d'augmenter tous les coûts de production et les chaines économiques à Madagascar : On tient compte en général de ces effets directs comme les Coûts de transports ainsi que les effets indirects qui sont néfastes. Dans cette situation, on peut prendre comme exemple les impacts sur les coûts de production d'énergie auxquels tous les circuits économiques doivent y faire face (Chez nous de l'entreprise de production et de distribution d'énergie « JIRAMA » en est un cas concret).

2- D'autre part, le phénomène d'inflation est devenu de plus en plus généralisé. A part le système de déséquilibre entre la loi de l'offre et de la demande, la dépréciation monétaire est en majeure partie responsable de ce qui s'articule sur l'augmentation des prix des produits finis sur les marchés d'un moment à un autre. Actuellement, le cas du prix du sac du riz risque de se présenter en exorbitance allant jusqu'à 205 000 Ar, à cause du prix de revient de l'importation qui est considéré comme prix de référence.

3- Finalement, elle entraine la Diminution du pouvoir d'achat des consommateurs locaux dont la majorité sont des classes moyennes ou des basses couches. Puisque le volume de la monnaie qui circule auprès des marchés ont perdu des garantis par rapports à la croissance économique d'où un phénomène économique déséquilibrée. Comme la population actuelle est estimée à 30,3 millions d'habitants en 2023 selon le GPRH, elle risque de confrontée au défi d'un taux de pauvreté élevé qui persiste ([80,7 % en 2023](#)), soit 2,15 dollars par personne et par jour).

BRIEVEMENT, ON PEUT QUALIFIER LE SYSTEME COMME UN MARASME ECONOMIQUE.

LES CAUSES DE LA DEPRECIATION MONETAIRE :

1- On peut accuser comme principale cause de la dépréciation monétaire, le processus permanent d'un large déficit budgétaire, c'est à dire l'excédent des dépenses publiques contre l'insuffisance des recettes dont le pilier principal est celle issue de la pression fiscale (Impôts). Par la suite, faute de moyens liquides pour assurer les dépenses publiques pour l'année d'exercice suivante, les responsables financiers sont obligés de recourir aux planches à billet (émission des nouveaux billets pour assurer les paiements divers). Pourtant le volume de la monnaie en circulation est en excès par rapport aux besoins économiques, c'est devenu sans garantie, faute de croissance équilibrée. D'où la réduction systématique de ses valeurs. L'année dernière par exemple, Madagascar n'a pas été épargné économiquement comme tout le reste du monde : le taux de croissance économique est de ce fait revu à la baisse, l'inflation qui était prévue à 6,4% dans la LFI (Loi des Finances Initiales) est révisée à 9,2% pour la LFR (Loi des Finances Rectificatives). Le taux de pression fiscal est à 11,6% et le déficit budgétaire à -6,2%.

2- Le deuxième facteur interne est la faiblesse des marchés intérieurs, autrement dit, le volume des flux et trafics internes qui est sensée faire gonfler l'offre et la demande interne, est restreinte et minime. Outre la faiblesse de la production internes dues aux complexités des situations, les grandes zones de consommation (dont les grandes villes en général) ont loin d'avoir accès aux produits internes surtout aux matières premières à caractère agricole, si bien que les flux dans le commerce intérieur ne sont pas optimisés dont la principale entrave est le système d'enclavement faute d'entretien des voies de communications qui étaient moins intenses depuis les premières exercices économiques.

3- Finalement, la troisième cause est le déficit en permanence de la balance commerciale. On a observé un large excédent de sortie du volume de devise contre une source d'entrée minime. Cette situation est le résultat de la conséquence néfaste de la mondialisation à laquelle les pays importateurs des matières premières qui déterminent les termes d'échanges internationaux tant en matière brute qu'en produits finis. D'autre part, Madagascar a subi un système d'économie extravertie qui est la séquence de l'économie de marché implantée lors de la période coloniale. On est sensé d'exporter des matières premières pour les industries (café, vanille, girofle, ...) contre des produits industrialisés.

SOLUTIONS : CROISSANCE ECONOMIQUE POSITIVE EN PERMANENCE ET PARTAGE DES RICHESSES EQUITABLES :

La croissance économique en générale est le résultat de la performance de la balance des paiements à partie de l'optimisation de la potentialité des marchés intérieurs, la maîtrise des finances publiques et de la balance commerciale ainsi celle de l'invisible.

1- L'élément opportun dans notre contexte actuel avec lequel les potentialités ne sont guère mobilisés est la balance des invisibles. Les secteurs économiques qui représentent des atouts et opportunités considérables dans ce domaine sont le tourisme et les activités issues du système d'externalisation des services. Nos forces qui se présentent sont : la position géographique stratégique et les mains d'œuvre à bon marché. Il faut que le système soit orienté dans ce sens. On peut vulgariser des formations de renforcement de capacité des acteurs économiques dans ce sens, que ce soit opérationnel ou entrepreneurial en couverture nationale. Pour le Tourisme il faut d'autres types à valoriser outre que l'écotourisme et tourisme balnéaire. Dans ce cas, le Tourisme d'affaires qui est de saisonnier mais qui présente de plus grands potentiels que ceux des autres, est favorables à l'exploitation à Madagascar, vu sa position géographique charnière et géopolitiquement stratégique. La multiplication des rencontres de dimension international en Afrique, dans l'océan Indien, (...) ne fait que faire saisir des chances dans ce domaine. On peut optimiser également tourisme local si on ne tient en compte que les circuits et produits à Alaotra qui sont loin d'être exploités alors que les ressources sont plus multiples que celles d'Ampefy.

2- L'exploitation des potentialités internes pourraient assurer la mise en valeur des ressources locales et sollicite la consommation interne, d'où la mise en augmentation des volumes de l'offre et de la demande. Si on se réfère à la coordination et à l'efficacité des cadrages macroéconomiques et sociaux basées sur le libéralisme économique équilibrée, on aura la chance d'atteindre à une expansion économique grâce à l'augmentation de l'offre et de la demande en produits économiques. Elle s'articule autour de l'augmentation des productivités internes (valorisation des techniques et technologies modernes, encadrement et équipements des zones de production) ainsi que la création des richesses dans les domaines secondaires et tertiaires, en villes et finalement tout cela devrait être comblé par la valorisation des moyens de communication que ce soit les voies terrestres, fluviales, maritimes ou aériens, donc le désenclavement total. Si on considère comme exemple, les effets de la construction du barrage de BEVOAY dans le bassin de Menabe

dont la maîtrise de l'eau, l'augmentation du rendement et de la production rizicole. Puisque la zone cible pour les débouchés c'est le ravitaillement de la région d'Anosy dont le pouvoir d'achat grâce au QMM est considérable, ainsi l'entretien de la RN 10 et RN 13 reliant ces deux zones est justifié par ce projet d'enchaînement. En conséquence, les débouchés des paddy ou grains de riz seraient garantis, on pourrait diminuer le taux d'importation du riz.

3- Toutes ces mesures nécessitent des mesures jugées comme étant « sine qua non » pour une meilleure réussite économique dont la bonne gouvernance. En éradiquant les fléaux comme des mauvaises pratiques sous plusieurs formes, des impacts positifs devraient être assurés si on ne tient compte que la Corruption ainsi que la réorientation de la gestion des Finances Publiques. Il faut une politique budgétaire et monétaire qui tourne vers l'investissement au détriment du fonctionnement. Ce dernier se présente sous formes des dépenses jugées inutiles et exorbitantes.

4- Avec la conception d'un environnement favorable à la création d'emploi, ce problème devrait progressivement disparaître et être éradiqué. On vient d'adopter le code des investissements sollicitant l'appel aux IDE (Investisseurs Directs Etrangers). Afin que ceci soit opportun, il faut respecter les termes dictés dans ce texte car leur implantation, outre l'entrée des devises pour garantir la stabilité financière, pourrait présenter des recrutements intensifs (que ce soit pour les emplois directs – indirects ou des induits). On pourrait profiter également du dépôt des devises pour développer le système bancaire pour les grands investisseurs et des microcrédits pour les salariés. Dans ce contexte, après la nomination du nouvel Ambassadeur de Madagascar auprès des Etats-Unis ainsi que celle de notre réintégration auprès de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), une occasion pour une croissance considérable devrait profiter conformément au paysage économique contemporain.

TOUT CELA EST REALISABLE GRÂCE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE PRECEDENTE.

CONCLUSION :

Si on résume la dépréciation de la monnaie Malgache, les facteurs explicatifs sont complexes tant au niveau interne qu'international, dans le temps et dans l'espace. Pourtant, afin de faire gagner une monnaie performante et bénéfique à tous les acteurs économiques, cela exige une réorientation d'une politique monétaire et des pratiques économiques plus objectifs dont les efforts seront à coordonner conformément à la finalité convenue. Cet objectif en aval va déterminer toutes les actions en amont.

SUJET 2 : (Mr Rega) :

Les risques liés à l'utilisation excessive d'Internet.

Introduction :

Internet est devenu une ressource incontournable dans le monde moderne, transformant nos modes de communication, d'information et de divertissement. Cependant, son utilisation excessive peut engendrer de nombreux risques, tant pour l'individu que pour la

société. Si Internet offre un accès illimité à l'information et aux opportunités, il comporte aussi des dangers comme la dépendance, la désinformation, les atteintes à la vie privée et les impacts sociaux et psychologiques. Dans cette dissertation, nous analyserons ces risques avant de proposer des pistes pour une utilisation équilibrée et responsable.

I – Les risques individuels liés à l'utilisation excessive d'Internet :

A- La dépendance numérique :

L'utilisation excessive d'Internet peut conduire à une dépendance, également appelée cyberaddiction :

Les réseaux sociaux, les jeux en ligne ou les plateformes de streaming créent une forte attractivité, entraînant une perte de contrôle sur le temps passé en ligne.

Cette dépendance peut nuire à la productivité, au sommeil et aux relations sociales.

Exemple : Des études montrent que les jeunes passent en moyenne plusieurs heures par jour sur leurs écrans, au détriment de leurs études ou de leurs activités physiques.

B- Les impacts sur la santé physique et mentale :

1. Problèmes de santé physique :

Le temps prolongé devant les écrans provoque des troubles comme la fatigue oculaire, les maux de dos ou l'obésité liée à la sédentarité.

2. Problèmes de santé mentale :

L'exposition constante à des contenus négatifs ou au cyberharcèlement peut entraîner de l'anxiété, de la dépression ou une baisse de l'estime de soi.

La comparaison avec les vies idéalisées présentées sur les réseaux sociaux génère des frustrations et un mal-être.

C- L'érosion de la vie privée :

L'utilisation excessive d'Internet accroît les risques liés à la collecte massive de données personnelles :

Les utilisateurs partagent volontairement ou involontairement des informations sensibles (photos, localisation, habitudes).

Ces données peuvent être utilisées à des fins commerciales ou tomber entre de mauvaises mains (piratage, usurpation d'identité).

II- Les risques sociaux et collectifs liés à l'utilisation excessive d'Internet :

A- La désinformation et les fake news :

Internet est un terrain fertile pour la propagation de fausses informations :

Les fake news, amplifiées par les algorithmes des réseaux sociaux, peuvent manipuler l'opinion publique.

Cela menace la démocratie en influençant les élections ou en créant des tensions sociales.

Exemple : Les campagnes de désinformation pendant la pandémie de COVID-19 ont alimenté la méfiance envers les vaccins.

B- Les cybercriminels et les menaces à la sécurité :

L'utilisation excessive d'Internet expose les individus et les institutions à des cyberattaques :

Piratage : les hackers exploitent les failles pour accéder aux données confidentielles.

Escroqueries : les arnaques en ligne, comme le phishing, ciblent les utilisateurs imprudents.

Cyberharcèlement : Les comportements hostiles sur les réseaux sociaux touchent particulièrement les jeunes et les personnalités publiques.

C- L'isolement social et la fracture numérique :

1. Isolement social :

Bien que l'Internet soit conçu pour connecter les gens, une utilisation excessive peut isoler les individus de leur entourage réel.

Les interactions en ligne remplacent souvent les relations humaines directes, ce qui affaiblit les liens sociaux.

2. Fracture numérique :

L'accès inégal à Internet peut creuser les écarts entre les populations connectées et celles qui ne le sont pas, accentuant les inégalités sociales et économiques.

—

III. Vers une utilisation équilibrée et responsable d'Internet :

A- Éduquer à l'usage responsable d'Internet :

L'éducation numérique est essentielle pour sensibiliser face aux risques et promouvoir des comportements sains : les écoles et les familles doivent enseigner l'importance de la

modération et du tri des informations en ligne. Des campagnes de prévention sur les dangers d'Internet (cyberharcèlement, dépendance) doivent être renforcées.

B- Réguler les plateformes et protéger les données :

Les gouvernements et les entreprises technologiques ont un rôle à jouer pour limiter les risques : renforcer les lois sur la protection des données personnelles (ex : RGPD en Europe). Réguler les plateformes pour éviter la propagation des contenus nuisibles et des fake news.

C- Favoriser des alternatives hors ligne :

Encourager les activités hors ligne est un moyen efficace de limiter l'utilisation excessive d'Internet : Promouvoir les loisirs, les sports, et les interactions en face à face pour rééquilibrer le temps passé en ligne. Exemple : Certaines entreprises limitent l'utilisation des emails après les heures de travail pour préserver la santé mentale des employés.

—

Conclusion :

L'utilisation excessive d'Internet, bien qu'elle soit un phénomène courant dans le monde moderne, comporte des risques majeurs pour l'individu et la société. Elle peut entraîner une dépendance, des atteintes à la santé mentale, une érosion de la vie privée, ainsi que des impacts sociaux comme la désinformation ou l'isolement. Face à ces défis, il est crucial d'adopter une approche équilibrée, qui allie éducation, régulation et promotion d'un usage modéré. Internet, outil d'une puissance inégalée, doit être utilisé de manière responsable pour maximiser ses bienfaits tout en minimisant ses dangers.

SUJET 3 : (Mr Rega) :

La société est en même temps un tremplin et un barrage pour l'individu.

Introduction :

La société est une structure complexe, composée d'un ensemble de normes, d'institutions, et de relations humaines qui influencent la vie des individus. Elle peut être perçue à la fois comme un tremplin, en offrant des opportunités et un cadre d'épanouissement, et comme un barrage, en imposant des limites, des contraintes, et parfois des discriminations. Ce double aspect soulève une question fondamentale : dans quelle mesure la société favorise-t-elle ou entrave-t-elle le développement de l'individu ? Nous analyserons d'abord les aspects dans lesquels la société agit comme un tremplin, puis les situations où elle devient un barrage, avant de proposer une réflexion sur la manière de concilier ces deux facettes.

I- La société comme tremplin pour l'individu :

A- L'intégration et la socialisation :

La société joue un rôle essentiel dans la socialisation de l'individu. À travers les interactions sociales, les institutions (famille, école, travail) et les normes culturelles, elle permet à chacun de développer des compétences, d'acquérir des connaissances, et de trouver sa place. Exemple : Le système éducatif offre aux individus une opportunité de s'instruire et de construire leur avenir professionnel.

B- L'accès aux opportunités :

Les institutions sociales et économiques fournissent un cadre pour l'épanouissement individuel : les politiques publiques (santé, éducation, emploi) offrent des chances aux individus, même issus de milieux défavorisés. Les réseaux sociaux et professionnels permettent d'élargir les perspectives, facilitant l'ascension sociale. Exemple : Les mouvements pour l'égalité des droits (féminisme, lutte contre les discriminations) illustrent comment la société peut offrir un tremplin pour des groupes historiquement marginalisés.

C- Le cadre de protection :

La société, par le biais de ses lois et institutions, protège les individus des abus et garantit leurs droits fondamentaux. Par exemple : les droits de l'homme encadrent les libertés individuelles. Les dispositifs d'aide sociale et de sécurité protègent les plus vulnérables.

II- La société comme barrage pour l'individu :

A- Les normes et contraintes sociales :

La société impose des normes qui, bien qu'essentielles pour la cohésion, peuvent limiter la liberté individuelle : les conventions sociales dictent des comportements conformes, réprimant parfois la créativité ou l'expression personnelle. Exemple : Les stéréotypes de genre peuvent freiner les ambitions de certaines personnes.

B- Les inégalités sociales :

Malgré ses promesses d'égalité, la société génère souvent des inégalités : les différences d'accès aux ressources (éducation, emploi, santé) perpétuent les écarts entre les classes sociales. Les discriminations systémiques (racisme, sexisme, homophobie) entravent les opportunités pour certains individus. Exemple : Les barrières économiques empêchent souvent les jeunes issus de milieux défavorisés d'accéder à des études supérieures.

C- La pression sociale et le conformisme :

La société exerce une pression sur les individus pour qu'ils se conforment aux attentes majoritaires, étouffant parfois leur singularité : les choix de vie (carrière, mariage, religion) sont parfois influencés par des attentes sociales plus que par des aspirations personnelles. Exemple : L'injonction à la réussite professionnelle peut conduire à des sacrifices personnels ou à un mal-être.

III. Une dualité à concilier :

A- Reconnaître les apports de la société :

La société offre un cadre structurant, indispensable pour éviter l'anarchie et favoriser le vivre-ensemble. Elle est un espace où les individus peuvent coopérer, innover et progresser collectivement.

B- Réduire les obstacles sociaux :

Pour que la société soit un véritable tremplin, il est essentiel de lutter contre les inégalités et les discriminations : renforcer l'accès équitable aux ressources et opportunités. Favoriser des politiques inclusives qui tiennent compte de la diversité des parcours individuels.

C- Promouvoir l'autonomie individuelle :

Pour éviter que la société ne devienne un barrage, il est nécessaire de cultiver un équilibre entre les normes collectives et les libertés individuelles : encourager l'esprit critique et l'innovation, afin que chacun puisse exprimer son potentiel unique. Valoriser la diversité et les trajectoires non conventionnelles.

Conclusion :

La société, par sa structure et ses institutions, agit à la fois comme un tremplin, en offrant des opportunités d'épanouissement, et comme un barrage, en imposant des normes et des contraintes. Cette dualité illustre la tension entre l'intérêt collectif et les aspirations individuelles. Il appartient à chaque société de trouver un équilibre entre ces deux facettes, en garantissant un cadre propice au développement de tous, tout en respectant la liberté et la singularité de chacun. La société idéale est celle qui, tout en encadrant, laisse à l'individu la possibilité de s'élever au-delà des limites qu'elle pourrait imposer.

SUJET 4 : (Mr Rega) :

« La lutte contre la corruption : un frein ou un accélérateur pour le développement économique ? ».

Introduction

- **Définition de la corruption** : La corruption se définit comme l'abus d'un pouvoir public à des fins privées. Elle peut prendre plusieurs formes : pots-de-vin, détournement de fonds, favoritisme, etc.
- **Contexte actuel** : Dans un monde globalisé, la corruption constitue un enjeu majeur tant pour les pays développés que pour les économies émergentes, avec des conséquences économiques, sociales et politiques.
- **Problématique** : La lutte contre la corruption peut-elle être considérée comme un **accélérateur** ou un **frein** au développement économique ?
- **Annonce du plan** : Nous examinerons d'abord les effets négatifs de la corruption sur le développement économique, puis les bénéfices d'une lutte efficace contre ce fléau, avant d'analyser les défis que pose cette lutte.

I- Les effets néfastes de la corruption sur le développement économique :

1. **Frein à la croissance économique :**

- La corruption engendre un **mauvais climat des affaires** qui dissuade les investisseurs étrangers et nationaux.
- Exemple : Des pratiques telles que les pots-de-vin augmentent les coûts des transactions économiques, diminuant ainsi les rendements sur les investissements.
- Résultat : Réduction de l'investissement productif et de l'innovation.

2. **Détournement des ressources publiques**

- Les fonds alloués au développement (infrastructures, santé, éducation) sont souvent détournés pour des intérêts privés.
- Exemple : Détournements de fonds destinés aux projets d'infrastructures dans les pays en développement, aggravant la pauvreté.

3. **Inégalités économiques et sociales**

- La corruption favorise les élites au détriment des populations vulnérables, creusant ainsi les inégalités.
- Les services publics deviennent de mauvaise qualité, impactant directement les plus démunis.

4. **Affaiblissement des institutions**

- La corruption mine la confiance dans les institutions publiques et fragilise l'État de droit.
- Une gouvernance faible réduit l'efficacité des politiques économiques.

II- La lutte contre la corruption : un accélérateur pour le développement économique :

1. **Amélioration du climat des affaires**

- La transparence et la bonne gouvernance attirent davantage d'investissements étrangers.
- Exemple : Les pays scandinaves, avec des niveaux de corruption faibles, sont des modèles en matière d'attractivité économique et d'innovation.

2. **Allocation efficace des ressources publiques**

- La lutte contre la corruption permet d'optimiser l'utilisation des fonds publics pour le développement (éducation, santé, infrastructures).
- Résultat : Une amélioration des services publics et des conditions de vie.

3. **Stimulation de la croissance inclusive**

- La lutte contre la corruption contribue à **réduire les inégalités économiques**, favorisant ainsi une croissance plus équitable.
- Exemple : Des politiques transparentes permettent aux PME d'accéder aux marchés publics sans favoritisme.

4. **Renforcement des institutions démocratiques**

- La transparence dans la gestion publique renforce la confiance des citoyens dans l'État.
- Une gouvernance solide assure une meilleure stabilité politique et économique.

III. Les défis de la lutte contre la corruption :

1. **Résistance des élites et conflits d'intérêts :**

- Les réformes anticorruptions se heurtent souvent à l'opposition des élites politiques et économiques bénéficiant du système.

2. **Coûts de mise en place des mécanismes anticorruption :**

- La création d'institutions de contrôle et de systèmes de transparence nécessite des ressources financières importantes, ce qui peut constituer un frein pour certains pays pauvres.
3. **Impact économique temporaire :**
- À court terme, la lutte contre la corruption peut perturber certains secteurs économiques informels habitués aux pratiques illégales.
 - Exemple : Dans certains pays, des campagnes anticorruptions mal planifiées ont ralenti des projets d'infrastructure.
4. **Manque de volonté politique :**
- L'inefficacité des dispositifs anticorruption résulte souvent du **manque d'engagement politique** et de l'absence de sanctions sévères.

Conclusion :

- **Synthèse** : La corruption constitue un véritable frein au développement économique en aggravant les inégalités, en détournant les ressources publiques et en dissuadant les investisseurs. À l'inverse, une lutte efficace contre ce fléau permet d'améliorer la gouvernance, d'encourager les investissements et de favoriser une croissance inclusive.
- **Nuance** : Toutefois, la lutte contre la corruption présente des défis, notamment la résistance des élites et les coûts de mise en place.
- **Ouverture** : La lutte contre la corruption doit être intégrée dans une approche globale associant **volonté politique, transparence institutionnelle et participation citoyenne** pour assurer un développement économique durable.

SUJET 5 : (Mr Rega) :

« La justice sociale face à l'expansion des nouvelles technologies ».

Introduction :

- **Définition des concepts clés** :
 - **Justice sociale** : Principe qui vise à assurer une répartition équitable des richesses, des opportunités et des droits au sein de la société.
 - **Nouvelles technologies** : Avancées numériques et technologiques, telles que l'intelligence artificielle (IA), la robotisation, la digitalisation, et l'économie numérique.
- **Contexte actuel** : L'expansion rapide des nouvelles technologies transforme profondément les sociétés, l'économie et le travail, en créant de nouvelles opportunités mais aussi des inégalités.
- **Problématique** : Comment concilier l'expansion des nouvelles technologies avec les principes de justice sociale ?
- **Annonce du plan** : Nous examinerons les impacts des nouvelles technologies sur la justice sociale, les opportunités qu'elles offrent pour réduire les inégalités, avant d'aborder les défis et solutions pour garantir une société plus équitable.

I- Les impacts des nouvelles technologies sur la justice sociale :

1. Aggravation des inégalités économiques :

- **Concentration des richesses** : Les nouvelles technologies favorisent les grandes entreprises technologiques (GAFAM, BATX) et les individus hautement qualifiés, creusant l'écart entre riches et pauvres.
- **Exemple** : Le secteur de la tech contribue à l'enrichissement d'une minorité tandis que les emplois peu qualifiés deviennent précaires.
- 2. Destruction et transformation des emplois** :
 - La robotisation et l'automatisation remplacent de nombreux emplois, notamment dans les secteurs manufacturiers et des services.
 - **Exemple** : Les chauffeurs de taxi face aux voitures autonomes ou les caissiers remplacés par des caisses automatiques.
 - **Conséquence** : Risque de chômage de masse pour les travailleurs peu qualifiés, entraînant une exclusion sociale.
- 3. Fracture numérique et exclusion** :
 - Accès inégal aux nouvelles technologies entre les régions rurales/urbaines, les pays développés/en développement et les classes sociales.
 - **Conséquence** : Exclusion des individus sans accès à Internet, sans compétences numériques ou sans ressources pour s'équiper.
 - **Exemple** : L'accès à l'éducation en ligne reste limité dans certaines régions d'Afrique et d'Asie.
- 4. Risques pour les droits fondamentaux** :
 - L'utilisation abusive des nouvelles technologies (surveillance, collecte de données) peut renforcer les injustices sociales en marginalisant certaines populations.
 - **Exemple** : Surveillance excessive des travailleurs dans certaines entreprises.

II- Les opportunités offertes par les nouvelles technologies pour la justice sociale :

- 1. Accès élargi à l'éducation et à la formation** :
 - Les plateformes d'apprentissage en ligne (MOOC, e-learning) permettent d'acquérir des compétences à moindre coût et de démocratiser l'accès au savoir.
 - **Exemple** : Des initiatives comme **Khan Academy** ou **Coursera** offrent une éducation accessible mondialement.
- 2. Création de nouveaux emplois et économies inclusives** :
 - Le secteur technologique offre des opportunités d'emplois dans le développement logiciel, l'IA, la cybersécurité, etc.
 - Les nouvelles technologies peuvent aussi soutenir l'entrepreneuriat local via le **e-commerce**.
 - **Exemple** : Des plateformes comme Jumia ou Alibaba soutiennent les petits commerçants en Afrique et en Asie.
- 3. Amélioration des services publics** :
 - La digitalisation des services publics améliore l'accès aux soins, à la justice, et aux aides sociales, même dans les zones reculées.
 - **Exemple** : Téléconsultation médicale dans les zones rurales ou plateformes d'accès aux subventions.
- 4. Réduction des discriminations grâce aux algorithmes** :
 - Les technologies bien conçues peuvent réduire les biais humains dans l'accès à l'emploi, au crédit ou à la justice.
 - **Exemple** : Utilisation de systèmes IA pour des recrutements plus objectifs.

III. Les défis et les solutions pour concilier justice sociale et nouvelles technologies :

1. Lutter contre la fracture numérique :

- **Solution** : Mise en place de politiques publiques pour garantir un accès universel à Internet et aux outils numériques.
- **Exemple** : Programmes de **connectivité universelle** dans les pays en développement.

2. Adapter les systèmes éducatifs :

- **Solution** : Intégrer des programmes de formation aux compétences numériques dès le plus jeune âge pour préparer les travailleurs de demain.
- **Exemple** : Initiatives d'apprentissage des **STEM** (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques).

3. Renforcer la protection sociale :

- La transition technologique doit s'accompagner d'un renforcement des systèmes de protection sociale pour les travailleurs touchés.
- **Exemple** : Politiques de **reconversion professionnelle** et **revenu universel** pour atténuer les effets du chômage technologique.

4. Réguler l'utilisation des technologies :

- **Solution** : Imposer des règles pour lutter contre les abus des nouvelles technologies (protection des données, surveillance).
- **Exemple** : Le **RGPD** en Europe garantit la protection des données personnelles.

5. Promouvoir une gouvernance éthique des technologies :

- Instaurer des mécanismes pour garantir que les algorithmes et l'IA soient inclusifs et non discriminatoires.

Conclusion :

- **Synthèse** : Les nouvelles technologies constituent à la fois une menace et une opportunité pour la justice sociale. Elles peuvent aggraver les inégalités économiques et sociales si elles ne sont pas régulées, mais elles offrent également des solutions pour un monde plus inclusif si elles sont utilisées de manière équitable.
- **Perspective** : Une gouvernance mondiale équilibrée, associée à des politiques publiques adaptées et à des partenariats entre les secteurs public et privé, est essentielle pour concilier progrès technologique et justice sociale.
- **Ouverture** : Le défi majeur reste de savoir si les sociétés modernes sauront placer l'être humain au cœur du progrès technologique.

SUJET 6 : (Mr Rega) :

« L'influence des mouvements artistiques sur les débats politiques et sociaux contemporains ».

Introduction :

• Définition des concepts clés :

- **Mouvements artistiques** : Courants d'expression artistique (peinture, musique, littérature, cinéma, arts numériques, etc.) qui traduisent des idées et des valeurs spécifiques.
- **Débats politiques et sociaux** : Discussions sur des enjeux majeurs tels que les droits humains, les inégalités, l'environnement, les conflits politiques, la liberté d'expression, etc.

- **Contexte actuel** : L'art joue depuis toujours un rôle dans la transformation des sociétés, mais aujourd'hui, à l'ère des réseaux sociaux et de la mondialisation, les mouvements artistiques agissent comme des **vecteurs puissants de revendications sociales et politiques**.
- **Problématique** : Comment les mouvements artistiques influencent-ils les débats politiques et sociaux contemporains ?
- **Annonce du plan** : Nous verrons comment l'art peut être à la fois un outil de contestation sociale et politique (I), un moyen de sensibilisation et d'engagement (II) tout en rencontrant des défis dans les contextes modernes (III).

I- L'art comme outil de contestation sociale et politique :

1. Un langage universel pour dénoncer les injustices

- Les artistes utilisent leur art pour critiquer les systèmes politiques, économiques ou sociaux.
- **Exemple** :
 - **Le Street Art** avec des figures emblématiques comme **Banksy**, qui dénonce la guerre, la pauvreté et la surveillance de masse.
 - **Pablo Picasso** et son tableau *Guernica* pour condamner la guerre civile espagnole.

2. Un miroir des luttes sociales

- Les mouvements artistiques reflètent et soutiennent les mouvements sociaux, devenant ainsi des outils de mobilisation.
- **Exemples** :
 - La musique **folk et protestataire** de **Bob Dylan** dans les années 1960, emblématique de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis.
 - Le mouvement **hip-hop**, né dans le Bronx, qui met en lumière les réalités des minorités et des quartiers défavorisés.

3. Un espace d'expression pour les voix marginalisées

- Les artistes issus de minorités sociales, culturelles ou politiques utilisent l'art pour exprimer leur vécu et leurs revendications.
- **Exemple** :
 - **Frida Kahlo**, qui à travers son art a exploré la condition féminine et l'identité mexicaine.
 - Les œuvres d'artistes africains ou afro-descendants dénonçant le colonialisme et ses héritages.

II- L'art comme moyen de sensibilisation et d'engagement :

1. Un outil puissant de mobilisation de l'opinion publique :

- L'art touche les émotions, ce qui permet de sensibiliser les populations à des causes complexes.
- **Exemple** : Les œuvres d'art sur le **changement climatique** :
 - La performance artistique *Ice Watch* d'**Olafur Eliasson** utilisant des blocs de glace fondants pour alerter sur le réchauffement climatique.
 - Les chansons engagées de **Billie Eilish** ou **Coldplay** sur l'urgence climatique.

2. L'art au service des droits humains :

- Des artistes s'engagent activement dans la lutte pour les droits fondamentaux.
- **Exemple** :

- Le **théâtre politique** de **Bertolt Brecht**, qui critique le capitalisme et les injustices sociales.
 - La photographie militante de **Steve McCurry** (célèbre pour le portrait de la *fille afghane*) pour dénoncer la guerre et ses conséquences humaines.
3. **Les plateformes numériques : un amplificateur des causes sociales :**
- Avec les réseaux sociaux, les œuvres artistiques engagées bénéficient d'une **visibilité mondiale**, favorisant ainsi les débats contemporains.
 - **Exemple :**
 - Les œuvres virales de **Ai Weiwei**, artiste chinois qui dénonce la censure et la répression politique.
 - Les campagnes numériques associées à l'art visuel, comme celles de **#BlackLivesMatter**, qui utilisent l'art pour dénoncer le racisme systémique.

III. Les défis et les limites des mouvements artistiques dans les débats contemporains :

1. **La récupération politique et commerciale**
 - L'art engagé est parfois récupéré par des partis politiques ou des entreprises, vidant ainsi son message de sa substance critique.
 - **Exemple :** Des mouvements comme le **street art**, nés comme contestataires, sont parfois intégrés dans des stratégies de marketing commercial.
2. **La censure et la répression**
 - Dans de nombreux contextes autoritaires, les artistes engagés sont confrontés à la **censure**, à la répression ou à l'exil forcé.
 - **Exemple :**
 - La persécution des artistes en Chine ou en Iran.
 - Les journalistes-cartoonistes comme **Plantu** ou **Charlie Hebdo** sont parfois visés pour leurs dessins critiques.
3. **L'impact limité face aux structures économiques et politiques**
 - L'art, bien que puissant dans son symbolisme, peine parfois à provoquer des changements structurels dans des sociétés où les inégalités persistent.
 - **Question :** L'art est-il un outil de transformation ou simplement de sensibilisation ?
4. **L'élitisme de certaines formes d'art**
 - Certaines œuvres engagées sont accessibles uniquement à un public restreint, ce qui limite leur influence sur le grand public.
 - **Solution :** Encourager des **formes populaires d'art** telles que la musique, les performances de rue et les arts numériques.

Conclusion :

- **Synthèse :** Les mouvements artistiques jouent un rôle central dans les débats politiques et sociaux contemporains. L'art, en tant que langage universel, permet de dénoncer les injustices, de sensibiliser l'opinion publique et de donner une voix aux exclus. Toutefois, il est confronté à des défis comme la censure, la récupération commerciale ou l'impact limité sur les structures établies.
- **Réflexion :** Pour que l'art continue d'influencer les débats, il est essentiel de le protéger et de favoriser sa libre expression.
- **Ouverture :** Dans un monde globalisé et numérique, quelle sera la place de l'art face aux défis majeurs comme la crise climatique, les mouvements migratoires ou la lutte pour l'égalité des sexes ?

« La dette des pays en voie de développement : entre solutions multilatérales et souveraineté économique ».

Introduction :

- **Définition des concepts clés :**
 - **Dette des pays en voie de développement :** Ensemble des emprunts contractés par les pays à faible revenu auprès d'acteurs internationaux (États, institutions financières internationales, banques privées).
 - **Solutions multilatérales :** Actions coordonnées à l'échelle mondiale impliquant plusieurs États et institutions internationales (FMI, Banque mondiale, Club de Paris).
 - **Souveraineté économique :** Capacité d'un État à contrôler ses ressources économiques et ses politiques sans dépendance excessive envers des créanciers extérieurs.
- **Contexte actuel :**
 - Depuis les années 1980, les pays en voie de développement (PVD) font face à des niveaux élevés de dette publique, exacerbés par les crises financières, les chocs économiques, les politiques d'ajustement structurel et les défis sanitaires (ex : COVID-19).
- **Problématique :** Comment concilier les solutions multilatérales pour alléger la dette des PVD avec le respect de leur souveraineté économique ?
- **Annonce du plan :** Nous analyserons d'abord les causes et conséquences de la dette des PVD (I), puis les solutions multilatérales proposées (II), avant d'aborder les enjeux de souveraineté économique et les perspectives pour un développement durable (III).

I- Les causes et conséquences de la dette des pays en voie de développement :

1. Les origines de l'endettement des PVD :

- **Chocs économiques des années 1970-80 :** Hausse des taux d'intérêt, crise pétrolière, baisse des cours des matières premières.
- **Politiques d'ajustement structurel** imposées par le **FMI** et la **Banque mondiale** en échange de prêts, souvent mal adaptées aux réalités locales.
- **Dépendance à l'aide extérieure :** Les pays pauvres contractent des prêts pour financer des infrastructures, leur croissance économique ou faire face aux déficits budgétaires.

2. Conséquences économiques et sociales :

- **Service de la dette élevé :** Une part importante des budgets nationaux est allouée au remboursement de la dette, limitant les investissements dans les secteurs essentiels (santé, éducation, infrastructures).
- **Vulnérabilité économique :** Dépendance envers les créanciers étrangers, exposant les pays aux fluctuations des taux de change et des marchés mondiaux.
- **Conséquences sociales :**
 - Réduction des dépenses sociales.
 - Pauvreté accrue et inégalités.
- **Exemple :** L'Afrique subsaharienne consacre environ **12%** de ses revenus à la dette, freinant les objectifs de développement durable (ODD).

II – Les solutions multilatérales pour la gestion de la dette des PVD :

1. Les initiatives de réduction et d'annulation de la dette :

- **Initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés)** : Lancée en 1996 par le FMI et la Banque mondiale pour alléger la dette des pays les plus pauvres.
- **Initiative MDRI (Multilateral Debt Relief Initiative)** : Annulation de la dette pour certains pays éligibles en contrepartie de réformes économiques.
- **Résultat** : Réduction partielle de la dette pour certains pays africains, mais **insuffisante** face aux besoins croissants.

2. Les restructurations bilatérales et multilatérales :

- **Club de Paris** : Réunions de créanciers publics pour négocier la restructuration de la dette.
- **G20 et le DSSI (Debt Service Suspension Initiative)** : Suspension temporaire du service de la dette durant la crise COVID-19 pour les pays les plus vulnérables.
- **Limites** : Solutions temporaires qui ne résolvent pas les problèmes structurels de l'endettement.

3. Les prêts concessionnels et les financements alternatifs :

- Prêts à taux réduits via la Banque mondiale ou le FMI pour financer des projets de développement.
- Promotion d'initiatives régionales comme la **Banque africaine de développement (BAD)** ou la **Nouvelle Banque de Développement des BRICS**.

4. La problématique des créanciers privés :

- La part croissante de la dette détenue par des **créanciers privés** (banques, marchés financiers) limite l'efficacité des mécanismes multilatéraux traditionnels.
- **Exemple** : Difficulté d'inclure ces créanciers dans les initiatives d'allègement.

III. Entre solutions multilatérales et souveraineté économique : quels défis et perspectives ?

1. La perte de souveraineté économique face aux conditionnalités :

- Les solutions multilatérales imposent souvent des **conditionnalités strictes** (réformes économiques, privatisations, réduction des dépenses publiques), qui peuvent être perçues comme une ingérence.
- **Exemple** : Les programmes d'ajustement structurel des années 1980 ont aggravé la pauvreté dans certains pays africains.
- **Enjeu** : Comment garantir l'autonomie des États tout en accédant à l'allègement de leur dette ?

2. La recherche de solutions endogènes :

- Favoriser les politiques économiques internes pour réduire la dépendance :
 - **Mobilisation des ressources domestiques** (fiscalité efficace, lutte contre l'évasion fiscale).
 - **Diversification économique** pour réduire la dépendance aux exportations de matières premières.
- **Exemple** : Pays comme le Rwanda investissent dans la transformation locale des matières premières.

3. La coopération Sud-Sud comme alternative :

- Renforcement des partenariats régionaux (ex : **OHADA, UA, BRICS**) pour accéder à des financements alternatifs et négocier collectivement des allègements de dette.
- **Exemple** : Les projets de financement par la Chine via les **Nouvelles Routes de la Soie**.

- **Limite** : Risque de nouvelle dépendance (dette envers la Chine).
- 4. **L'équilibre entre allègement de la dette et développement durable** :
 - Intégrer des critères de **durabilité** dans les financements pour éviter le piège de la dette.
 - Promouvoir les **obligations vertes** et le financement climatique pour soutenir des projets durables.
 - **Exemple** : Les partenariats pour des projets d'énergies renouvelables en Afrique.

Conclusion :

- **Synthèse** : La gestion de la dette des pays en voie de développement repose sur un équilibre fragile entre les solutions multilatérales, nécessaires mais souvent contraignantes, et la préservation de la souveraineté économique des États.
- **Enjeu** : Il est impératif d'adopter des solutions plus justes, durables et adaptées aux réalités locales pour rompre le cycle de l'endettement.
- **Ouverture** : La coopération régionale et le développement de financements innovants (comme les obligations vertes) offrent des perspectives prometteuses pour renforcer l'autonomie économique des pays en voie de développement.

SUJET 8 : (Mr Rega) :

« Le rôle de la culture dans le développement économique et touristique ».

Introduction :

- **Définition des concepts clés** :
 - **Culture** : Ensemble des valeurs, des savoirs, des traditions, des expressions artistiques et patrimoniales qui caractérisent une société.
 - **Développement économique** : Croissance des activités économiques contribuant à l'amélioration des conditions de vie d'une population.
 - **Tourisme** : Activité économique liée aux déplacements temporaires des individus pour des raisons de loisir, de découverte ou d'affaires.
- **Contexte** : À l'ère de la mondialisation, la culture est devenue un levier central du développement économique et touristique, valorisée à travers des événements, des sites patrimoniaux, et des industries culturelles.
- **Problématique** : Comment la culture contribue-t-elle au développement économique et touristique des nations ?
- **Annnonce du plan** : Nous aborderons d'abord la culture comme moteur de l'économie (I), puis comme un levier de développement touristique (II), avant d'examiner les défis et les limites de cette dynamique (III).

I- La culture comme moteur de développement économique :

1. **Les industries culturelles et créatives : un secteur en croissance** :
 - La culture génère des revenus grâce aux industries culturelles telles que le cinéma, la musique, l'édition, le design, et les jeux vidéo.
 - **Exemple** :

- Le secteur des industries créatives contribue à **6% du PIB mondial** et emploie des millions de personnes.
 - En France, le secteur culturel représente environ **2,3% du PIB** et emploie plus de **600 000 personnes**.
- 2. Valorisation du patrimoine matériel et immatériel :**
- La sauvegarde et la valorisation des sites culturels favorisent l'activité économique : restauration d'édifices historiques, organisation d'expositions, création d'emplois locaux.
 - **Exemple :**
 - Les monuments classés au patrimoine mondial de l'UNESCO attirent des financements internationaux et nationaux.
 - Le patrimoine immatériel, comme la danse, la gastronomie ou les traditions orales, dynamise l'artisanat et les petites entreprises.
- 3. La culture comme catalyseur de l'entrepreneuriat local :**
- Les activités culturelles encouragent l'entrepreneuriat dans les secteurs de l'artisanat, des produits locaux et des services culturels.
 - **Exemple :**
 - Les marchés artisanaux en Afrique ou en Asie qui génèrent des revenus pour les populations locales grâce aux créations artisanales.

II- La culture comme levier du développement touristique :

- 1. Le tourisme culturel : un secteur en plein essor :**
- Le tourisme culturel attire des visiteurs désireux de découvrir des monuments, musées, festivals et traditions locales.
 - **Exemple :**
 - La France, première destination touristique mondiale, doit une grande partie de son attractivité à son patrimoine culturel (musées comme le Louvre, monuments comme la Tour Eiffel).
 - Le **Machu Picchu au Pérou** ou les **temples d'Angkor au Cambodge** attirent chaque année des millions de touristes.
- 2. Les festivals et événements culturels comme moteurs économiques :**
- Les grands événements culturels génèrent des retombées économiques directes et indirectes : hébergements, restauration, transports, commerces locaux.
 - **Exemple :**
 - Le **Festival de Cannes** en France ou le **Carnaval de Rio** au Brésil attirent des touristes du monde entier, générant des millions d'euros.
 - Les festivals de musique (comme le **Coachella** aux États-Unis ou le **Sauti za Busara** en Tanzanie) stimulent les économies locales.
- 3. La culture comme attractivité pour le tourisme durable :**
- La culture encourage un tourisme **respectueux des populations locales**, axé sur l'authenticité et la préservation du patrimoine.
 - **Exemple :** Le tourisme communautaire au Maroc ou en Bolivie, où les visiteurs découvrent les modes de vie traditionnels en soutenant les économies locales.

III. Les défis et limites de la valorisation culturelle pour le développement :

- 1. La sur-commercialisation de la culture :**
- La transformation excessive de la culture en produit touristique peut entraîner une perte d'authenticité et une banalisation des traditions locales.

- **Exemple** : Certains festivals traditionnels deviennent des attractions purement commerciales, détournant leur signification originelle.
- 2. **Les inégalités dans l'accès aux bénéfices économiques** :
 - Les retombées économiques liées à la culture et au tourisme profitent parfois davantage aux grandes entreprises qu'aux communautés locales.
 - **Exemple** : Les hôtels internationaux captent une part importante des revenus générés par le tourisme culturel dans certains pays d'Afrique ou d'Asie.
- 3. **Les risques pour le patrimoine culturel** :
 - La surfréquentation des sites culturels peut causer des dégradations matérielles et mettre en péril la préservation des patrimoines.
 - **Exemple** : Les pressions touristiques sur des sites comme le **Taj Mahal** ou les îles **Galápagos**.
- 4. **Le manque d'investissements dans la culture** :
 - Dans de nombreux pays en développement, la culture est sous-financée, malgré son potentiel économique et touristique.
 - **Exemple** : Absence de politiques publiques pour protéger le patrimoine immatériel dans certains pays d'Afrique ou d'Amérique latine.

Conclusion :

- **Synthèse** : La culture joue un rôle essentiel dans le développement économique et touristique. Elle stimule les industries créatives, valorise le patrimoine et attire les touristes, tout en générant des emplois et en soutenant les économies locales.
- **Enjeu majeur** : Pour garantir un développement durable, il est impératif d'équilibrer la valorisation économique de la culture avec sa préservation et son respect.
- **Ouverture** : Comment les nouvelles technologies (réalité augmentée, plateformes numériques) peuvent-elles contribuer à promouvoir et préserver la culture tout en soutenant le développement touristique ?

SUJET 9 : (Mr Rega) :

« L'accès à l'éducation dans les pays en développement : un levier pour la réduction de la pauvreté? ».

Introduction

- **Contexte** : Dans les pays en développement, l'accès à l'éducation reste un défi majeur malgré les efforts entrepris à travers des initiatives nationales et internationales. L'éducation est pourtant reconnue comme un levier essentiel pour sortir les populations de la pauvreté.
- **Définition des concepts clés** :
 - **Éducation** : Processus permettant d'acquérir des connaissances, des compétences et des valeurs, essentiel pour l'épanouissement personnel et le progrès socio-économique.
 - **Pauvreté** : Situation de privation matérielle et sociale empêchant de satisfaire les besoins fondamentaux (alimentation, santé, logement, etc.).
- **Problématique** : Dans quelle mesure l'accès à l'éducation dans les pays en développement peut-il contribuer à la réduction de la pauvreté ?
- **Annonce du plan** : Nous analyserons d'abord comment l'éducation favorise la réduction de la pauvreté (I), puis les obstacles à l'accès à l'éducation dans les pays en développement (II), avant d'examiner les initiatives et solutions pour promouvoir un accès équitable à l'éducation (III).

I- L'éducation comme levier pour réduire la pauvreté :

1. L'éducation favorise l'employabilité et les revenus :

- L'accès à une éducation de qualité permet d'acquérir des compétences techniques et professionnelles qui augmentent les opportunités d'emploi.
- **Exemple** : Une année supplémentaire d'éducation peut accroître les revenus d'un individu de **10%** en moyenne selon la Banque mondiale.
- L'éducation des femmes a un impact encore plus fort : un niveau d'instruction plus élevé réduit le risque de pauvreté pour les familles.

2. L'éducation contribue au développement économique :

- Un capital humain formé et qualifié stimule la croissance économique à long terme en favorisant l'innovation et la compétitivité.
- **Exemple** : Les « Tigres asiatiques » (Corée du Sud, Singapour) ont réussi à réduire la pauvreté grâce à des investissements massifs dans l'éducation et la formation.

3. L'éducation comme outil d'autonomisation et d'égalité sociale :

- L'éducation donne aux individus les moyens de défendre leurs droits et d'accéder aux services sociaux essentiels (santé, justice).
- **Exemple** : Les femmes éduquées sont plus susceptibles d'envoyer leurs enfants à l'école, rompant ainsi le cycle de la pauvreté intergénérationnelle.

4. Impact sur la santé et le bien-être :

- L'éducation contribue à améliorer les comportements en matière de santé :
 - Réduction des taux de mortalité infantile.
 - Sensibilisation à l'hygiène et à la planification familiale.
- **Exemple** : Une mère éduquée est **50%** plus susceptible de vacciner ses enfants (UNESCO).

II- Les obstacles à l'accès à l'éducation dans les pays en développement :

1. La pauvreté comme frein principal :

- Le coût direct (frais de scolarité, matériel) et indirect (manque à gagner lorsque les enfants travaillent) empêche de nombreux ménages pauvres d'envoyer leurs enfants à l'école.
- **Exemple** : Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, les familles rurales dépendent de la main-d'œuvre des enfants pour leur survie.

2. Le manque d'infrastructures et de ressources :

- Insuffisance des écoles, manque d'enseignants qualifiés, classes surpeuplées, absence de manuels scolaires.
- **Exemple** : Dans les zones rurales de Madagascar, de nombreux enfants doivent marcher plusieurs kilomètres pour accéder à une école.

3. Les inégalités de genre :

- Les filles sont souvent désavantagées en raison de normes culturelles, des mariages précoces et du travail domestique.
- **Statistique** : Plus de **130 millions de filles** dans le monde n'ont pas accès à l'éducation (UNESCO).

4. Les conflits et l'instabilité politique :

- Les guerres civiles et les crises politiques détruisent les infrastructures éducatives et perturbent les parcours scolaires.
- **Exemple** : En Syrie ou au Soudan du Sud, des millions d'enfants sont déscolarisés en raison des conflits armés.

5. Les barrières culturelles et linguistiques :

- L'inadéquation des programmes éducatifs avec les réalités culturelles locales peut décourager les populations marginalisées.

III. Initiatives et solutions pour promouvoir un accès équitable à l'éducation :

1. Les initiatives internationales pour l'éducation :

- **Objectif de Développement Durable (ODD) n°4** : « Assurer à tous une éducation inclusive et de qualité ».
- Programmes comme l'**Éducation pour Tous (EPT)** de l'UNESCO ou le **Partenariat mondial pour l'éducation (PME)** soutiennent la construction d'écoles et la formation des enseignants.

2. Les politiques publiques d'éducation gratuites et obligatoires :

- Mise en place d'une éducation gratuite pour les enfants, avec des programmes de soutien financier pour les familles pauvres.
- **Exemple** : En Inde, le « Right to Education Act » garantit une éducation gratuite jusqu'à 14 ans.

3. La lutte contre les inégalités de genre :

- Programmes spécifiques pour encourager l'éducation des filles : bourses, repas scolaires, campagnes de sensibilisation.
- **Exemple** : L'initiative de **Malala Yousafzai** pour l'éducation des filles dans les pays à faibles revenus.

4. Le rôle des partenariats public-privé :

- Collaboration entre États, ONG et entreprises pour financer la construction d'écoles et la formation des enseignants.
- **Exemple** : En Afrique, des partenariats avec des entreprises technologiques ont permis d'introduire des outils numériques dans les écoles.

5. L'utilisation des nouvelles technologies :

- Le numérique permet de pallier le manque d'infrastructures grâce à des cours en ligne, notamment dans les zones rurales.
- **Exemple** : En Inde et au Kenya, des projets de **classes numériques** facilitent l'accès à l'éducation dans les villages reculés.

6. L'adaptation des programmes éducatifs :

- Intégration des langues locales et des savoirs culturels pour rendre l'éducation plus inclusive et adaptée aux besoins locaux.

Conclusion :

- **Synthèse** : L'éducation est un levier puissant pour réduire la pauvreté dans les pays en développement. Elle favorise l'emploi, améliore les conditions de santé et contribue à l'autonomisation des populations. Toutefois, des obstacles persistants tels que la pauvreté, les inégalités de genre et le manque d'infrastructures doivent être surmontés.
- **Enjeu majeur** : La mobilisation des États, des organisations internationales et des partenaires privés est essentielle pour garantir un accès universel et équitable à l'éducation.
- **Ouverture** : Comment les innovations technologiques et pédagogiques pourraient-elles permettre de démocratiser davantage l'accès à l'éducation dans les prochaines décennies ?

SUJET 10 : (Mr Rega) :

« Les réseaux sociaux : outil de démocratie ou menace pour la vérité ? ».

Introduction :

Les réseaux sociaux se sont imposés comme des espaces incontournables de communication et d'échange dans le monde moderne. Ils offrent une plateforme accessible à tous pour s'exprimer, débattre et partager des idées. En ce sens, ils apparaissent comme un outil puissant au service de la démocratie, favorisant la participation citoyenne et la circulation de l'information. Cependant, leur fonctionnement basé sur la viralité et l'algorithme soulève des interrogations quant à leur impact sur la vérité. Peut-on considérer les réseaux sociaux comme des moteurs de démocratisation ou doivent-ils être perçus comme des menaces pour l'intégrité de l'information et la confiance dans les institutions ?

I- Les réseaux sociaux comme outils de démocratisation :

1. Une tribune pour tous :

- Les réseaux sociaux permettent à chacun, quelle que soit son statut social ou sa position géographique, de s'exprimer librement et de se faire entendre.
- Ils renforcent la participation citoyenne en donnant une voix à des groupes marginalisés ou sous-représentés dans les médias traditionnels.

2. Un accès élargi à l'information :

- Les utilisateurs peuvent accéder à une diversité de sources d'information, favorisant ainsi un pluralisme d'opinions.
- Les événements locaux ou mondiaux peuvent être rapportés en temps réel, souvent par des témoins directs.

3. Un vecteur de mobilisation citoyenne :

- Les réseaux sociaux jouent un rôle clé dans l'organisation de mouvements sociaux et de manifestations (ex. : Printemps arabe, Black Lives Matter).
- Ils permettent de sensibiliser le grand public à des causes diverses, encourageant des initiatives collectives.

II- Les réseaux sociaux comme menace pour la vérité :

1. La prolifération des fausses informations :

- La viralité des réseaux sociaux facilite la diffusion des fake news, souvent plus attractives et partagées que les informations vérifiées.
- Les algorithmes favorisent les contenus émotionnels ou polémiques, au détriment de l'exactitude.

2. La polarisation et les bulles de filtre :

- Les utilisateurs sont souvent enfermés dans des bulles de filtre, où ils ne sont exposés qu'à des opinions similaires aux leurs, renforçant les biais de confirmation.
- Les débats deviennent plus conflictuels et moins constructifs, ce qui fragilise le dialogue démocratique.

3. La manipulation et la désinformation intentionnelle :

- Les campagnes de désinformation orchestrées par des acteurs malveillants (gouvernements, groupes politiques ou économiques) peuvent influencer l'opinion publique et altérer les processus démocratiques (ex. : interférences électorales).
- Les deepfakes et autres outils technologiques sophistiqués rendent la distinction entre le vrai et le faux de plus en plus difficile.

III. Réconcilier les réseaux sociaux avec la vérité et la démocratie :

1. L'éducation aux médias et à l'information :

- Sensibiliser les utilisateurs aux mécanismes des réseaux sociaux et à la vérification des sources est essentiel pour limiter l'impact des fausses informations.
- Encourager un esprit critique face aux contenus partagés en ligne peut renforcer la résilience des citoyens face à la désinformation.

2. Une régulation adaptée et responsable :

- Imposer aux plateformes des obligations de transparence sur leurs algorithmes et leurs politiques de modération.
- Renforcer la lutte contre les contenus haineux et la désinformation grâce à des partenariats avec des fact-checkers et des experts indépendants.

3. Un usage éthique et conscient :

- Promouvoir une utilisation des réseaux sociaux centrée sur la diffusion de contenus éducatifs, constructifs et vérifiés.
- Encourager les utilisateurs à diversifier leurs sources d'information et à privilégier les médias de qualité.

Conclusion :

Les réseaux sociaux sont à la fois une chance pour la démocratie et un défi pour la vérité. Ils offrent un espace inédit de liberté d'expression et de participation citoyenne, tout en exposant les sociétés à des risques liés à la désinformation et à la polarisation. Il revient aux utilisateurs, aux gouvernements et aux plateformes elles-mêmes de travailler ensemble pour encadrer ces outils et garantir qu'ils servent les principes démocratiques sans compromettre l'intégrité de l'information. Ainsi, les réseaux sociaux peuvent devenir un levier de progrès tout en limitant leurs dérives.

SUJET 11 : (Mr Rega) :

« Le rôle de la culture dans le développement des sociétés ».

Introduction

La culture, au sens large, regroupe les valeurs, les croyances, les pratiques, et les expressions artistiques qui définissent l'identité d'un peuple. Plus qu'un simple reflet de la société, elle constitue un levier essentiel pour son développement. En façonnant les mentalités, en favorisant l'innovation et en renforçant la cohésion sociale, la culture joue un rôle fondamental dans l'évolution des sociétés. Mais comment la culture influence-t-elle concrètement le développement des sociétés, et quels sont les défis liés à son intégration dans les politiques de développement ?

I- La culture comme moteur de développement social et économique :

1. Un vecteur de cohésion sociale :

- La culture permet de rassembler les individus autour d'une identité commune, renforçant le sentiment d'appartenance à une communauté.
- Les pratiques culturelles, telles que les fêtes, les cérémonies ou les traditions, favorisent les échanges intergénérationnels et maintiennent la mémoire collective.

2. Une source d'innovation et de créativité :

- Les industries culturelles (cinéma, musique, mode, etc.) stimulent l'innovation et contribuent à la diversification économique.
- La créativité artistique inspire de nouvelles solutions dans des domaines variés, comme l'urbanisme ou l'éducation.

3. Un levier économique important :

- Les patrimoines matériels et immatériels attirent des millions de touristes, générant des revenus pour les pays.
- L'artisanat local et les industries culturelles créent des emplois et renforcent les économies locales.

II- La culture au service du développement humain et des valeurs universelles :

1. Un outil de transmission des savoirs :

- À travers la littérature, l'art et la musique, la culture transmet des connaissances, des valeurs et des expériences qui enrichissent les individus.
- Les langues, en tant que vecteurs culturels, sont des outils essentiels pour préserver et diffuser le savoir.

2. La promotion de la diversité et du dialogue interculturel :

- La culture favorise la tolérance et l'acceptation des différences en exposant les sociétés à la diversité humaine.
- Les échanges culturels entre pays renforcent la coopération internationale et la paix.

3. Le développement d'un esprit critique et citoyen :

- La culture, notamment à travers la philosophie et les sciences humaines, encourage la réflexion sur les enjeux sociétaux.
- Elle permet aux citoyens de comprendre le monde, de questionner les inégalités et de s'engager dans des actions pour le bien commun.

III. Les défis liés à la valorisation de la culture dans le développement :

1. La standardisation culturelle et la mondialisation :

- L'hégémonie de certaines cultures, souvent occidentales, menace les identités locales et entraîne une homogénéisation des pratiques.
- La perte des langues et des traditions locales, souvent liée à la mondialisation, appauvrit la diversité culturelle.

2. Le sous-financement et la marginalisation des acteurs culturels :

- Dans de nombreuses sociétés, la culture est reléguée au second plan dans les politiques publiques, au profit de secteurs jugés plus « productifs ».
- Les artistes et les créateurs culturels souffrent souvent d'un manque de reconnaissance et de soutien financier.

3. L'exploitation mercantile de la culture :

- La commercialisation excessive des biens culturels, notamment dans le tourisme, peut conduire à une dénaturation des pratiques traditionnelles.
- Les communautés locales risquent d'être exclues des bénéfices générés par l'exploitation de leur patrimoine.

Conclusion :

La culture est une pierre angulaire du développement des sociétés, car elle contribue à leur prospérité économique, à leur cohésion sociale et à l'épanouissement individuel. Cependant, pour qu'elle joue pleinement ce rôle, il est nécessaire de surmonter les défis liés à sa marginalisation et à la globalisation. Intégrer la culture dans les politiques de développement, tout en respectant la diversité et l'authenticité des pratiques locales, est une condition essentielle pour bâtir des sociétés durables et inclusives. Ainsi, loin d'être un simple luxe, la culture est un moteur irremplaçable pour le progrès humain.